

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.3/32/L.40
29 novembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
TROISIEME COMMISSION
Point 78 de l'ordre du jour

QUESTION DES PERSONNES AGEES ET DES VIEILLARDS

Algérie, Allemagne, République fédérale d', Autriche, Bangladesh, Belgique, Chypre, Costa Rica, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, France, Ghana, Grèce, Iran, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Tunisie, Venezuela et Zaïre : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3137 (XXVIII) du 14 décembre 1973 sur la question des personnes âgées et des vieillards,

Prenant acte de la résolution 2077 (LXII) du Conseil économique et social, en date du 13 mai 1977, sur les personnes âgées, ainsi que des vues exprimées au cours du débat qui a eu lieu sur la question à la vingt-cinquième session de la Commission du développement social,

Soulignant que la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social 1/ a proclamé la nécessité de protéger les droits et d'assurer le bien-être des personnes âgées,

Notant également que le Plan d'action mondial sur la population, dans sa première recommandation, a instamment demandé à tous les gouvernements de tenir pleinement compte, en formulant leurs politiques et programmes de développement, des incidences qu'ont les changements dans le nombre et dans la proportion de personnes âgées, en particulier lorsque ces changements sont rapides,

Ayant présent à l'esprit que la population dans le monde entier peut maintenant espérer vivre plus longtemps et qu'un plus grand nombre de personnes atteignent l'âge de la vieillesse, ce qui modifie la structure démographique dans de nombreux pays,

1/ Résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale.

Remarquant la nécessité d'intégrer les personnes âgées dans le régime général de protection sociale et de sécurité sociale, lorsque de tels régimes existent et de pourvoir à leurs besoins spéciaux en matière de sécurité, de services et de soins,

Ayant présente à l'esprit, également, la nécessité de mettre au point des politiques et des programmes pour l'élément âgé de la société, en tant que part importante de plans d'ensemble pour le développement économique et social,

Insistant sur l'importance du rôle que le système des Nations Unies devrait jouer pour ce qui est de fournir une assistance aux pays dans l'exécution de leurs plans de développement économique et social, y compris ceux concernant les personnes âgées et les vieillards,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la question des personnes âgées et des vieillards 2/,

1. Recommande aux gouvernements intéressés, lorsqu'ils élaborent leurs politiques et programmes nationaux, de tenir compte des recommandations formulées dans la résolution 3137 (XXVIII) et d'envisager de mettre au point, selon les besoins, et conformément à leurs priorités nationales, des politiques et des programmes pour la protection sociale, y compris le logement et les services sociaux, la santé, le bien-être humanitaire et la sécurité économique des personnes âgées ainsi que des mesures visant à assurer au maximum leur indépendance économique et leur intégration sociale dans la société, en particulier des personnes âgées vivant dans des taudis et des zones de peuplement non réglementées;

2. Prie le Secrétaire général de poursuivre et de développer, dans les limites des ressources existantes, les activités entreprises dans ce domaine, en coopération avec les institutions intéressées, en particulier :

a) D'envisager des mesures visant à renforcer les activités des commissions régionales en vue d'aider à planifier, à créer et à améliorer les services sociaux et les services de santé pour les personnes âgées;

b) D'assister les gouvernements, sur leur demande, et conformément à leurs priorités nationales, en ce qui concerne la planification, la création et l'expansion de programmes pour l'élément âgé de la population dans le cadre de programmes de développement global;

c) D'organiser des séminaires et des ateliers et d'entreprendre des études sur des questions spéciales dans ce domaine, en particulier sur celles se posant aux pays en développement concernés par ce problème;

2/ A/32/130 et Corr.1.

d) De faire des recherches sur les possibilités de préserver et de promouvoir l'unité de la famille en vue d'aider, le cas échéant, les familles à prendre soin des personnes âgées et des vieillards;

e) De recueillir, de rassembler et de diffuser des renseignements sur le vieillissement, par l'intermédiaire du système de diffusion de renseignements;

3. Prie les institutions spécialisées compétentes et concernées du système des Nations Unies de continuer à suivre les réunions régionales et internationales ayant trait aux principaux problèmes intéressant les personnes âgées et suggère que ces organisations échangent régulièrement des renseignements au sujet de leurs plans et activités dans ce domaine, en particulier à l'échelon régional;

4. Prie les organes, organismes et programmes concernés de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de participer dans le cadre du système des Nations Unies à des activités bien coordonnées en vue d'aider tous les gouvernements concernés, en particulier ceux des pays en développement, à élaborer et à appliquer des politiques et des programmes pour le bien-être, y compris le logement et les services sociaux, la santé et la protection des personnes âgées, visant à assurer au maximum leur indépendance économique et à leur conserver un rôle approprié dans la société;

5. Invite le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, conformément à son mandat et aux recommandations formulées dans le Plan d'action mondial sur la population et sous la direction de son Conseil d'administration, à fournir une aide financière aux pays en développement, sur leur demande, en vue d'améliorer la situation des personnes âgées;

6. Prie le Secrétaire général de présenter au Conseil économique et social en 1979, par l'intermédiaire de la Commission du développement social, un rapport intérimaire sur les mesures prises comme suite à la présente résolution et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session.

7. Décide d'inscrire un point intitulé "Les personnes âgées et les vieillards" à l'ordre du jour provisoire de sa trente-quatrième session.
